

# **Circulaire Valls : une régularisation au rabais qui ne règle rien !**

Les critères proposés pour permettre la délivrance de titres de séjour aux étrangers privés du droit au séjour par les lois de l'ère Sarkozy ne seront ni plus généreux, ni plus respectueux des droits. Il s'agit d'une régularisation de Gribouille. Elle conforte l'image d'un gouvernement qui sur tous les terrains, du vote des étrangers aux élections locales à la politique de l'immigration en passant par les contrôles au faciès, se refuse à la confrontation idéologique avec la droite et l'extrême droite.

Rien n'est réglé ! Parmi les familles et les jeunes majeurs soutenus par le RESF Rouen seuls quelques cas ( peut-être deux ou trois ) rentreront dans les « critères » retenus par cette circulaire. Une famille, par exemple, arrivée en 2004 toujours en situation irrégulière a l'espoir d'obtenir des papiers mais qu'allons nous répondre aux autres ? A tous les autres qui attendent et qui vivent ici dans notre ville dans des conditions indignes ?

Pour les parents, l'exigence de 5 années de présence, de trois ans de scolarisation pour les enfants exclut un trop grand nombre d'entre eux, les maintenant un peu plus longtemps dans les situations de détresse morale et matérielle qui sont les leurs et celle de leurs enfants. Au mépris des droits de l'enfant.

Et ce n'est pas dans les critères « salariés » que ses parents, ou les célibataires, pourront trouver une issue : la plupart travaillent de façon non déclarée, un peu plus exploités et précarisés encore, et rien n'est prévu pour eux.

Enfin pour les jeunes devenus majeurs, la circulaire passe aussi à côté du but : en cumulant encore les exigences (années de résidence et de cursus scolaire et/ou présence de parents en situation régulière pour permettre la délivrance d'un titre pérenne), elle laisse de côté un bon nombre des jeunes que nous défendons. Tous les autres se verront délivrer au mieux un titre « étudiant », dont chacun sait qu'il ne règle rien à terme, ou seront menacés comme avant d'une expulsion brutale !

Quand par ailleurs, le Ministre de l'Intérieur affecte d'abandonner la politique du chiffre, mais ne cesse de s'y référer pour revendiquer un nombre d'expulsions en augmentation et une stabilité des régularisations, quand il se dote, avec la retenue de 16 heures, d'un instrument dérogatoire du droit commun à l'encontre des étrangers sans papiers, on est amené à un triste constat : la gauche est au pouvoir, mais en matière d'immigration, elle continue de mettre en œuvre une politique de droite.

Pour RESF en tout cas, et pour tous ceux qui le soutiennent, parmi lesquels de très nombreux élus socialistes, l'heure reste aux mobilisations de terrain pour faire passer l'idée qu'une autre politique est possible et nécessaire, respectueuse des droits fondamentaux.

[Pour tout contact : resf76.rouen@orange.fr](mailto:resf76.rouen@orange.fr)